

► comme au provincial. Et les coûts sont appelés à diminuer. Grâce à cet outil, les entreprises pourront prendre de meilleures décisions afin de se positionner sur les marchés étrangers, dont l'Europe.

Déjà, des pionniers comme Cascades ont commencé à mettre différents indicateurs environnementaux sur leurs emballages. Ce n'est pas parfait, mais le processus est amorcé.

**S.G.** - Je suis convaincu que, d'ici quelques années, lorsqu'on achètera quelque chose à l'épicerie, il y aura un indice ACV sur l'emballage.

**JLA** - Le Québec a fait son entrée dans la Western Climate Initiative. Comment l'arrivée éventuelle du marché du carbone pourrait-elle transformer notre économie ?

**S.G.** - Au Canada, on a un défi important à relever dans ce domaine, car il faut que le système soit équitable envers l'ensemble des émetteurs de gaz à effet de serre. On ne devrait pas chercher à protéger un secteur en particulier, le pétrole de l'Alberta par exemple. Or, actuellement, selon les règles conçues par Ottawa, l'industrie pétrolière recevrait à peu près 500 millions de dollars par année en crédits - donnés par le gouvernement - et Cascades, qui a déjà dépassé les objectifs de Kyoto, devrait acheter pour 2 à 4 millions

de dollars de crédits par an. C'est le monde à l'envers ! Il va falloir que les gouvernements du Québec et de l'Ontario veillent à ce que leurs entreprises manufacturières ne soient pas défavorisées par les règles d'Ottawa, très proche de l'industrie pétrolière.

**JLA** - Aujourd'hui, tout le monde se réclame du développement durable. Cela ne risque-t-il pas d'entraîner un effet de saturation qui dissuadera les entreprises de se positionner ?

**D.N.** - Encore une fois, il faut distinguer le *greenwashing* de la véritable information; les entreprises qui font de véritables efforts seront récompensées. Les données environnementales vont devenir de l'information de base, comme les données nutritionnelles.

**S.G.** - Malgré la crise, l'environnement est demeuré au cœur des préoccupations des Canadiens. Un sondage Harris/Decima vient de révéler que 67 % de nos concitoyens pensent qu'on ne devrait pas ralentir nos efforts dans ce domaine.

**D.N.** - Dernièrement, je participais à une rencontre de gens d'affaires, et les dirigeants disaient que même, s'ils étaient dans une situation précaire, ils poursuivaient leurs efforts dans ce sens. Ils ont compris que cela les aidera à reprendre leur envol une fois la reprise installée.

Les Affaires  
du 26 septembre  
au 2 octobre  
2009